



CHAPITRE 74

Loi concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal

[Sanctionnée le 11 juillet 1963]

CHAPTER 74

An Act respecting the Protestant School Board of Greater Montreal

[Assented to 11th July 1963]

Préam-
bule.

ATTENDU que le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal a, par sa pétition, représenté:

Qu'en vertu de la loi 15 George V, chapitre 45, il est en droit de recevoir tous les montants qui doivent être payés au Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, ainsi que le produit disponible de toutes les taxes imposées au profit dudit Bureau;

Que cette loi et ses modifications ont établi la procédure à suivre dans l'établissement du taux de la taxe de la liste des neutres ainsi que dans le prélèvement et la perception de cette taxe, dans tout le territoire sous la juridiction du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal;

Qu'il est à propos de clarifier les dispositions concernant la répartition du produit de la taxe des neutres dans le territoire sous la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal;

Attendu que le pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans sa pétition;

Attendu qu'une modification a été apportée à la charte de la cité de Montréal au sujet de la date à laquelle le rôle d'évaluation doit être déposé;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de

WHEREAS the Protestant School Board of Greater Montreal has, by its petition, represented:

That by the act 15 George V, chapter 45, it is entitled to receive all the sums that have to be paid and the available proceeds of all taxes imposed for the benefit of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal;

That the said act and its amendments established the procedure to be followed in fixing the rate of the Neutral Panel tax, and in levying and collecting such tax in all the territory under the jurisdiction of the Protestant School Board of Greater Montreal;

That it is expedient to clarify the provisions concerning the distribution of the proceeds of the neutral tax in the territory under the jurisdiction of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the aforesaid purposes and it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Whereas the charter of the city of Montreal has been amended as regards the date at which the valuation roll must be deposited;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and

l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1925, c.
45, a. 16,
remp.

1. L'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, remplacé par l'article 2 de la loi 21 George V, chapitre 65, et modifié par l'article 3 de la loi 24 George V, chapitre 43, l'article 1 de la loi 2 George VI, chapitre 120, l'article 8 de la loi 11 George VI, chapitre 81, l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 116, l'article 11 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, et l'article 4 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 129, est de nouveau remplacé par le suivant:

1. Section 16 of the act 15 George V, chapter 45, replaced by the act 21 George V, chapter 65, section 2, amended by the acts 24 George V, chapter 43, section 3; 2 George VI, chapter 120, section 1; 11 George VI, chapter 81, section 8; 1-2 Elizabeth II, chapter 116, section 2; 4-5 Elizabeth II, chapter 124, section 11, and 5-6 Elizabeth II, chapter 129, section 4, is again replaced by the following:

Imposi-
tion d'une
taxe sco-
laire.

"16. 1. Dans les diverses cités, villes ou autres municipalités dont le territoire est assujéti, pour les fins scolaires protestantes, à la juridiction du bureau central, il est imposé, en vertu de la présente loi, une taxe uniforme, appelée taxe scolaire des protestants, à un taux qui sera fixé conformément aux dispositions du paragraphe 8 du présent article, sur tous les immeubles situés dans ces municipalités, appartenant aux contribuables protestants.

"16. 1. In the various cities, towns or other municipalities the territory of which is subject to the jurisdiction, for Protestant school purposes, of the Central Board, there is hereby imposed a uniform tax, to be entitled the Protestant School tax, at a rate to be fixed according to subsection 8 of this section, upon all immoveable property in such municipalities belonging to Protestant property-owners.

Idem.

2. Dans les diverses cités, villes ou autres municipalités mentionnées dans le paragraphe 1 du présent article, il est, par la présente loi, imposé une taxe uniforme, à un taux qui sera fixé conformément aux dispositions du paragraphe 9 du présent article, sur tous les immeubles inscrits sur la liste des neutres de chacune de ces cités, villes ou municipalités. Sous réserve de toute déduction antérieure autorisée par la loi, la taxe de la liste des neutres est répartie entre les protestants et les catholiques, aux fins de l'éducation, proportionnellement au nombre d'enfants de cinq à dix-sept ans de chaque dénomination religieuse, respectivement, domicilié dans la municipalité, d'après le recensement scolaire de l'année scolaire précédente.

2. In the various cities, towns or other municipalities mentioned in subsection 1 of this section, there is hereby imposed a uniform tax at a rate to be fixed according to subsection 9 of this section, upon all the immoveable property inscribed in the Neutral Panel of each such city, town or local municipality. Subject to any previous deduction authorized by law, the Neutral Panel tax shall be apportioned between Protestant and Roman Catholic education proportionately to the number of children from five to seventeen years of age of each religious denomination respectively, domiciled in the municipality, as appears by the school census of the previous school year.

Paiement
aux com-
missions
scolaires
catholi-
ques.

Néanmoins, après cette répartition, dans tout territoire autre que celui de la Commission des écoles catholiques de Montréal, avant qu'aucune partie du produit de la taxe de la liste des neutres puisse être payée à une commission scolaire catholique, pour les fins scolaires des catholiques, cette commission scolaire doit

Nevertheless, after such apportionment, in any territory other than that of the Montreal Catholic School Commission, before any part of the proceeds of the Neutral Panel tax may be paid over to any Roman Catholic school board for the purposes of Roman Catholic education, such school board must trans-

Payment
to Roman
Catholic
boards.

transmettre aux autorités de la municipalité dont il s'agit, copie certifiée du rôle de répartition scolaire. Dès que cette copie certifiée du rôle de répartition scolaire aura été ainsi transmise, les autorités municipales devront, à même le produit de la taxe de la liste des neutres, payer à la commission scolaire catholique intéressée un montant égal à celui qu'elle percevrait si le taux de la taxe imposée sur les immeubles des catholiques romains s'appliquait aux immeubles de la liste des neutres, pourvu cependant que ce montant ne dépasse pas la part de la taxe imposée en vertu du présent article disponible pour la commission scolaire catholique. Le surplus de la taxe de la liste des neutres, s'il y en a, doit être immédiatement remis aux commissions scolaires catholiques dont le territoire est situé dans le territoire du bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal de la façon suivante: les commissions dont le revenu de l'année précédente par élève inscrit dans leurs écoles est inférieur à trois cents dollars reçoivent un dollar par élève inscrit au 30 septembre de l'année courante pour chaque cent mille dollars ou fraction de cent mille dollars de ce surplus; le solde de ce surplus, le cas échéant, est remis à La Commission des écoles catholiques de Montréal et aux commissions ayant un revenu par élève de trois cents dollars ou plus, mais inférieur au revenu par élève de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et ce, au prorata des élèves inscrits respectivement dans les écoles de ces commissions au 30 septembre de l'année courante.

Ville de
l'Ile Dor-
val.

Nonobstant le fait qu'il n'y a pas d'écoles ni d'enfants domiciliés dans la municipalité de la ville de l'Ile Dorval, les propriétés foncières de la liste des neutres dans cette municipalité seront cotisées par les autorités municipales, et le produit de cette taxe sera payé par lesdites autorités aux corporations scolaires protestantes et catholiques dont la municipalité de la ville de l'Ile Dorval fait partie, proportionnellement au nombre d'enfants de cinq à dix-sept ans de chaque dénomination religieuse respectivement, fréquentant les écoles de chaque municipalité scolaire.

mit to the proper municipal authorities a certified copy of the school collection roll. Upon such certified copy of the school collection roll being so transmitted, it shall be the duty of the municipal authorities to pay over, out of the proceeds of the Neutral Panel tax, to the Roman Catholic school board concerned, an amount equal to that which it would have received if the rate of the tax imposed on the immoveable property of Roman Catholics applied to the immoveables on the Neutral Panel, provided, however, that such amount shall not exceed the share of the tax imposed according to this section available for the Roman Catholic school board. The balance of the Neutral Panel tax, if any, shall be paid forthwith to the Catholic school boards whose territory is situated in the territory of the Protestant School Board of Greater Montreal in the following manner: the boards whose revenue for the preceding year per pupil enrolled in their schools is less than three hundred dollars shall receive one dollar for each pupil enrolled on the 30th of September of the current year for each hundred thousand dollars or fraction thereof of such balance; the remainder of such balance, if any, shall be paid to the Montreal Catholic School Commission and to the boards having a revenue per pupil of three hundred dollars or more but less than the revenue per pupil of the Montreal Catholic School Commission, and this proportionately to the number of pupils enrolled in the schools of such boards respectively on the 30th of September of the current year.

Notwithstanding the fact that there are no schools nor any children domiciled in the municipality of the Town of Ile Dorval, the real estate in the Neutral Panel of the said municipality shall be assessed by the municipal authorities, and the proceeds of such tax shall be paid by the said authorities to the Protestant and Roman Catholic school corporations of which the municipality of the town of Ile Dorval forms part, in proportion to the number of children from five to seventeen years of age of each religious denomination respectively attending the schools of each school municipality.

Town of
Ile Dor-
val.

Taxes
rempla-
cées.

3. Les taxes mentionnées aux paragraphes 1 et 2 du présent article sont, par la présente loi, substituées à toutes autres taxes scolaires sur les immeubles inscrits sur la liste des protestants ou des neutres de cette cité, ville ou municipalité et les remplacent.

Liste des
neutres.

4. Dans toute municipalité soumise à la juridiction du bureau central où n'existe aucune liste des neutres en vertu de la loi, la liste des neutres ci-dessus mentionnée doit comprendre toutes les propriétés immobilières qui, suivant la loi en vigueur dans la cité de Montréal, forment la liste No 3, telle que déterminée par la loi 32 Victoria, chapitre 16 et ses amendements.

Prélève-
ment et
percep-
tion.

5. Les taxes ci-dessus mentionnées sont prélevées et perçues par les autorités municipales compétentes en même temps que les taxes municipales et, notwithstanding toute disposition spéciale ou générale de la loi régissant la municipalité, le montant de la taxe scolaire des protestants ainsi prélevée et la part de la taxe de la liste des neutres destinée à l'éducation protestante sont remis au bureau central par les autorités municipales compétentes, sans égard à leur perception, en quatre versements, le premier doit être de quarante pour cent, payable dans le mois qui suit la date fixée par la municipalité, comme la date à laquelle est due la taxe sur les immeubles, pour les fins municipales et scolaires à la fois; le deuxième, de vingt pour cent, payable deux mois après la date à laquelle est due la taxe sur les immeubles; le troisième, de vingt pour cent, payable quatre mois après la date à laquelle est due la taxe sur les immeubles, et le quatrième, qui doit représenter la balance du montant de la taxe ci-dessus mentionnée, est payable sept mois après la date à laquelle est due la taxe sur les immeubles, mais, dans tous cas, pas plus tard que le 30 juin de chaque année; s'il s'agit de la cité de Montréal, à la date du paiement de chaque versement de ladite somme, on doit en déduire le montant déjà payé ou alors payable pour intérêt et fonds d'amortissement sur les obligations du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal; chacune desdites sommes est recouvrable par le bureau central

Taxes re-
placed.

3. The taxes mentioned in subsections 1 and 2 of this section are hereby substituted for and shall take the place of all other school taxes upon property inscribed upon the Protestant or Neutral Panel of any such city, town or municipality.

Neutral
Panel.

4. In every municipality under the jurisdiction of the Central Board in which there is no Neutral Panel under the law, the Neutral Panel referred to above shall include all immovable property which, according to the law in force in the city of Montreal, forms Panel No. 3, as defined by the act 32 Victoria, chapter 16, and its amendments.

Levying
and col-
lection.

5. The taxes above mentioned shall be levied and collected by the proper municipal authorities at the same time as the municipal taxes and, notwithstanding any special or general provision of law governing any such municipality, the amount of the said Protestant school tax so levied and the share of the Neutral Panel tax accruing for the benefit of Protestant education shall be paid over to the Central Board by the proper municipal authorities, independently of the collection thereof, in four payments, the first of which shall be forty per cent, payable within one month of the date fixed by the said municipality as the due date of the tax on immovables, both for municipal and for school purposes; the second of which shall be twenty per cent, payable two months after the due date of the tax on immovables; the third of which shall be twenty per cent, payable four months after the due date of the tax on immovables, and the fourth of which shall be the balance of the amount of the tax above-mentioned and shall be payable seven months after the due date of the tax on immovables, but in any event not later than the 30th of June in each year; provided that, in the case of the city of Montreal, at the time of payment of each instalment of the said sum, there shall be deducted from it the amount previously paid or then payable for interest and sinking-fund on the bonds of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, and every said sum shall be recoverable by the said

devant toute cour de juridiction civile compétente, avec intérêt et frais.

Intérêt
sur ar-
riérés.

Le bureau central aura le droit d'exiger de toute municipalité qui pourrait avoir des arriérés sur quelqu'un de ces quatre versements, un intérêt au taux de six pour cent par année sur le montant de ces arriérés. Le conseil municipal est autorisé, par résolution approuvée par le ministre des affaires municipales, à emprunter, à son choix, un montant suffisant pour payer, en une seule fois, tous les versements ci-dessus mentionnés ou chacun d'eux à leur échéance. Ces emprunts ne changeront en aucune façon le pouvoir d'emprunt de ces municipalités et devront être remboursés à même les taxes scolaires perçues pour les fins du bureau central.

Aide aux
bureaux
locaux.

6. A même les deniers ainsi reçus, le bureau central doit, de temps à autre, payer à chaque bureau local le montant nécessaire pour défrayer les dépenses de son budget, telles qu'approuvées par le bureau central.

État an-
nuel re-
quis du
trésorier.

7. Le trésorier de chaque municipalité mentionnée au paragraphe 1 du présent article doit, chaque année, dans le mois suivant la date fixée par cette municipalité comme date à laquelle doivent être payées les taxes sur les immeubles pour les fins municipales et scolaires, fournir au bureau central un état indiquant:

a) Le montant des taxes scolaires des protestants prélevées pendant l'année courante par cette municipalité;

b) Le montant des taxes sur la liste des neutres prélevées pendant l'année courante par cette municipalité; et

c) La part des dites taxes prélevées sur la liste des neutres destinée à l'éducation des protestants.

Détails.

Le trésorier doit, de temps à autre, donner au bureau central tous les détails concernant les taxes susdites que le bureau central demandera par écrit.

Municipi-
alité de
Très-
Saint-Sa-
crement.

Néanmoins, les taxes perçues sur la liste des neutres dans tout le territoire de la municipalité scolaire de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, sont réparties, à l'encontre des dispositions du paragraphe 2 du présent

Central Board before any court of competent civil jurisdiction, with interest and costs.

The Central Board shall be entitled to claim from any municipality that may be in arrears in making any of the said four payments interest at the rate of six per cent per annum on the amount of such arrears. The municipal council may, by resolution approved by the Minister of Municipal Affairs, borrow, at its choice, a sufficient amount to pay in one payment all instalments hereabove mentioned or each of them at maturity. Such loans shall in nowise affect the borrowing power of such municipalities and shall be reimbursed out of the school taxes collected for the purposes of the Central Board.

Interest
on ar-
rears.

6. Out of the monies so received, the Central Board shall pay over, from time to time, to each local board, the amount necessary to meet the budget requirements of each local board as approved by the Central Board.

Payments
to local
boards.

7. The treasurer of every municipality mentioned in subsection 1 of this section shall each year, within one month of the date fixed by the said municipality as the due date of the tax on immovables for municipal and school purposes, furnish the Central Board with a statement showing:

Annual
statement
by trea-
surer.

a. The amount of the Protestant school tax levied for the current year by the said municipality;

b. The amount of the tax upon the Neutral Panel levied for the current year by the said municipality; and

c. The share of the said tax levied upon the Neutral Panel accruing for the benefit of Protestant education.

The said treasurer shall from time to time give the said Central Board any details of the foregoing taxes that may be requested in writing by the said Central Board.

Details.

Nevertheless, the taxes collected from the Neutral Panel throughout the territory of the school municipality of Très-Saint-Sacrement, in the county of Jacques-Cartier, shall be apportioned, contrary to the provisions of the above sub-

Municipi-
ality of
Très St-
Sacre-
ment.

article, proportionnellement au nombre d'enfants de cinq à dix-sept ans de chaque dénomination religieuse catholique et protestante respectivement, domiciliés dans le territoire commun à chacune d'elles, d'après le recensement scolaire de l'année scolaire précédente, et les autorités municipales qui auront prélevé et perçu telles taxes devront payer à la Commission scolaire catholique de Très-Saint-Sacrement toute la partie proportionnelle lui revenant et payer l'autre part au Bureau central des écoles protestantes de Montréal, nonobstant la restriction contenue dans le deuxième alinéa du paragraphe 2 du présent article qui ne s'appliquera pas à la municipalité scolaire de Très-Saint-Sacrement.

Fixation
de taux.

8. Le taux de la taxe scolaire des protestants doit être fixé au plus tard le premier avril de chaque année par résolution du bureau métropolitain, mais ne doit pas dépasser vingt millièmes au dollar.

Idem.

Le taux ainsi fixé sera le taux de la taxe scolaire des protestants pour l'année scolaire commençant le premier juillet qui suivra l'adoption de ladite résolution, et la taxe sera prélevée, perçue et remise par toutes les cités, villes et autres municipalités dont le territoire relève de l'autorité du bureau métropolitain pour fins scolaires protestantes, de la manière prévue au présent article; un avis de toute résolution du bureau métropolitain, fixant le taux de la taxe scolaire des protestants conformément aux dispositions du présent paragraphe, devra être donné par lettre recommandée mise à la poste dans les cinq jours qui suivent l'adoption de la résolution et adressée au directeur des finances de la cité de Montréal et au trésorier ou secrétaire-trésorier de chacune des autres municipalités dont le territoire relève de l'autorité du bureau métropolitain pour fins scolaires protestantes.

Taux de
la liste
neutre.

9. Le Bureau métropolitain et la Commission des écoles catholiques de Montréal d'un commun accord fixent annuellement au plus tard le 15 mars le taux de la taxe à être imposée sur les biens immobiliers inscrits ou qui doivent être inscrits sur la liste des neutres, par résolution soumise aux formalités prescrites par le paragraphe 8.

section 2 of this section, proportionately to the number of children from five to seventeen years of age of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant respectively, domiciled in the territory common to each of them, according to the school census for the preceding school year, and the municipal authorities who levied and collected such taxes shall pay to the Roman Catholic School Board of Très Saint-Sacrement the entire proportional share coming to it and pay the other part to Montreal Protestant Central School Board, notwithstanding the restriction contained in the second paragraph of subsection 2 of this section which shall not apply to the school municipality of Très Saint-Sacrement.

8. The rate of the Protestant School tax shall be fixed not later than the first day of April in each year by resolution of the Greater Montreal Board but shall not exceed twenty mills in the dollar.

Fixing of
rate.

The rate so fixed shall be the rate of Protestant School tax for the school year commencing on the first day of July next following the passing of the said resolution, and the said tax shall be levied, collected and remitted by all the cities, towns and other municipalities whose territory is subject to the jurisdiction of the Greater Montreal Board for Protestant school purposes, in the manner provided in this section; notice of any resolution of the Greater Montreal Board fixing the rate of the Protestant school tax in accordance with the provisions of this subsection shall be given by registered letters mailed within five days following the passing of the resolution, and addressed to the Director of Finance of the city of Montreal and to the treasurer or secretary-treasurer of each of the other municipalities whose territory is subject to the jurisdiction of the Greater Montreal Board for Protestant school purposes.

Idem.

9. The Greater Montreal Board and the Montreal Catholic School Commission shall fix by agreement on or before the 15th of March in each year the rate of the tax to be imposed upon the immoveable property entered or to be entered on the Neutral Panel, by resolution subject to the formalities prescribed by subsection 8.

Neutral
Panel
rate.

Applica-
tion du
taux.

Ce taux s'applique pour l'année scolaire suivante sur tout le territoire du Bureau métropolitain ou de La Commission des écoles catholiques de Montréal.

Limite.

Le taux ainsi fixé ne devra pas dépasser vingt millièmes au dollar.

Ministre
de la jeu-
nesse.

A défaut d'entente entre le Bureau métropolitain et La Commission des écoles catholiques de Montréal, le taux est fixé par le ministre de la jeunesse."

Such rate shall apply for the next school year throughout the territory of the Greater Montreal Board or the Montreal Catholic School Commission.

Applica-
tion of
rate.

The rate so fixed shall not exceed twenty mills in the dollar.

Limit.

Failing agreement between the Greater Montreal Board and the Montreal Catholic School Commission, the rate shall be fixed by the Minister of Youth."

Minister
of Youth.

1930-31,
c. 63, a. 7
rempl.

2. L'article 7 de la loi 21 George V, chapitre 63, est remplacé par le suivant:

2. Section 7 of the act 21 George V, 1930-31, chapter 63, is replaced by the following: c. 63, s. 7, replaced.

Taux de
la taxe
prélevée
des pro-
priétaires
juifs.

"**7.** Dans le territoire sous la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, les taxes scolaires payées par les propriétaires professant la religion judaïque doivent être imposées à un taux identique à celui que doivent payer les propriétaires protestants et ces taxes sont payées par les propriétaires professant la religion judaïque à la liste protestante.

"**7.** In the territory under the control of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, the school taxes payable by property-owners of the Jewish faith shall be imposed at the same rate as that payable by Protestant property-owners and such taxes shall be paid by property-owners of the Jewish faith to the Protestant Panel.

Taxes
payable
by Jewish
property-
owners.

Désigna-
tion au
rôle.

Les estimateurs de chaque municipalité dans le territoire mentionné ci-dessus doivent désigner au rôle d'évaluation tous les propriétaires professant la religion judaïque en apposant la lettre "J" en regard des noms de ces propriétaires."

The assessors of each municipal corporation in the above mentioned territory shall indicate on the valuation roll all property-owners professing the Jewish faith by marking the letter "J" opposite the names of such property-owners."

Indica-
tions on
valuation
roll.

1930-31,
c. 63, a.
10, rempl.

3. L'article 10 de la loi 21 George V, chapitre 63, modifié par l'article 7 de la loi 2 George VI, chapitre 66, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 110, est remplacé par les suivants:

3. Section 10 of the act 21 George V, 1930-31, chapter 63, as amended by the acts 2 George VI, chapter 66, section 7, and 14-15 George VI, chapter 110, section 1, is replaced by the following sections:

c. 63, s.
10, re-
placed.

Taxe de
la liste
neutre.

"**10.** Nonobstant les dispositions de toute loi à ce contraire, dans le territoire soumis à la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, la taxe imposée sur tous les immeubles inscrits sur la liste des neutres doit être répartie de la manière suivante:

"**10.** Notwithstanding any law to the contrary, in the territory subject to the control of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, the tax imposed upon all the immoveable property inscribed in the Neutral Panel shall be apportioned in the following manner:

Neutral
Panel tax.

Coût d'é-
ducation
fixé *per*
capita.

1. Le coût de l'éducation dans les écoles de l'une ou l'autre croyance, des enfants qui ne sont ni catholiques romains ni protestants, ni de religion judaïque, est fixé à cent vingt-cinq dollars par tête, par année et ce coût sera une première charge sur le compte des fonds de la liste des neutres et sera payé à la commission ou au bureau concerné.

1. The cost of educating the non-Roman Catholic non-Protestant children other than those of the Jewish faith, in the schools of either belief, is fixed at one hundred and twenty-five dollars *per capita, per annum*, and such cost shall be a first charge on the funds of the Neutral Panel and shall be paid over to the board or commission concerned.

Fixed *per*
capita
cost.

Répartition de la taxe des neutres dans la cité de Montréal.

2. Dans la cité de Montréal, la taxe des neutres prélevée dans chaque partie du territoire sur laquelle chaque commission scolaire catholique a juridiction est répartie entre la commission scolaire catholique et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, après que le paiement prévu au paragraphe 1 a été fait pour les enfants qui sont domiciliés dans cette partie du territoire, proportionnellement au nombre d'enfants de chaque croyance religieuse respectivement, qui étaient domiciliés dans la cité et fréquentaient le 30 avril de l'année scolaire précédente les écoles des dites commissions, ou dont les frais d'inscription et de scolarité dans une institution d'enseignement secondaire indépendante furent, durant l'année scolaire précédente, payés par les dites commissions conformément à l'article 497a de la Loi de l'instruction publique. Pour cette répartition, les enfants de religion juïque sont considérés comme protestants.

Id., dans cité de Saint-Michel.

Quant à la taxe des neutres prélevée dans la cité de Saint-Michel, la répartition en est faite selon l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 116 et ses amendements.

Idem ailleurs.

Dans le cas de la taxe des neutres prélevée hors des cités de Montréal et de Saint-Michel, après que la remise prévue au paragraphe 1 a été faite aux commissions scolaires concernées, le reste de la taxe des neutres est réparti entre les protestants et les catholiques romains, aux fins de l'éducation, au prorata du nombre d'enfants de cinq à dix-sept ans de chaque dénomination religieuse respectivement, domiciliés dans la municipalité, comme il appert du recensement scolaire de l'année scolaire précédente. Pour cette répartition, les enfants de religion juïque sont considérés comme protestants.

Rapport annuel dans certains cas.

3. Sauf dans les cas prévus à l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 116, chacune des commissions scolaires ayant juridiction sur le territoire sous le contrôle du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal transmet à chaque municipalité et à chaque commission scolaire concernée, au plus tard le 15 septembre de chaque année, un rapport, dûment certifié par son président et son secrétaire-trésorier et ap-

2. In the city of Montreal, the neutral tax levied in each part of the territory over which each Catholic school board has jurisdiction shall be apportioned between the Catholic board and the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, after the payment provided for by sub-paragraph 1 has been made on account of the children domiciled in the said part of the territory, proportionately to the number of children of each religious denomination respectively who were domiciled in the city and attending, on the 30th of April in the preceding school year, the schools of the said boards, or whose registration and school fees in an independent secondary educational institution were paid, during the preceding school year, by the said boards in conformity with section 497a of the Education Act. In such apportionment, children of the Jewish faith shall be considered as Protestants.

Apportionment of neutral tax in Montreal.

In the case of the neutral tax levied in the city of Saint-Michel, the apportionment shall be made according to section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 116, and its amendments.

Id., in city of Saint-Michel.

In the case of the neutral tax levied outside of the cities of Montreal and Saint-Michel, after the payment provided for by sub-paragraph 1 has been made to the school boards concerned, the remainder of the neutral tax shall be apportioned between Protestant and Roman Catholic education proportionately to the number of children from five to seventeen years of age of each religious denomination, respectively, domiciled in the municipality, as shown by the school census of the previous school year. In such apportionment, children of the Jewish faith shall be considered as Protestants.

Id., elsewhere.

3. Except as provided in section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 116, each of the school boards having jurisdiction in the territory under the control of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal shall send to each municipal corporation and school board concerned, on or before the 15th of September of each year, a report, duly certified by the chairman and the secretary-treasurer and approved by resolution of

Annual report in certain cases.

prouvé par résolution de la commission, indiquant le nombre total d'enfants qui ne sont ni catholiques romains ni protestants, ni de religion judaïque, qui étaient domiciliés dans la municipalité et qui fréquentaient ses écoles le 30 avril de l'année scolaire précédente. Dans la déclaration qui doit être transmise à la cité de Montréal, les nom, prénoms et adresse du père, de la mère, ou du tuteur de l'élève ou d'une autre personne qui en est responsable, selon le cas, doivent aussi être inscrits en regard du nom de chaque élève.

the board, giving the total number of non-Roman Catholic non-Protestant children, other than those of the Jewish faith, who were domiciled in the municipality and attending its schools on the 30th of April of the preceding school year. In the statements to be sent to the city of Montreal, the Christian names, surname and address of the father, mother, tutor or other person having charge of the pupil, as the case may be, must also be stated opposite the name of every pupil.

Paie-
ment
au cas
d'insuf-
fisance du
produit de
la taxe.

"10a. Dans tout le territoire soumis à la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, lorsque le produit de la taxe de la liste des neutres ne suffit pas au paiement de la somme prévue au paragraphe 1 de l'article 10, la différence est défrayée par la commission scolaire catholique concernée et par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, dans une proportion identique à celle qui s'appliqueront pour la répartition de la taxe de la liste des neutres; le paiement se fait à la commission fournissant l'instruction aux enfants concernés à même le produit de la taxe de la liste des neutres perçue par l'autre commission dans le reste de son territoire.

"10a. In all the territory under the jurisdiction of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, where the proceeds of the Neutral Panel are insufficient to cover the payment provided for by sub-paragraph 1 of section 10, the balance shall be supported by the Roman Catholic school board concerned and the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, in the same proportion as that which would be applicable to the apportionment of the Neutral Panel Tax, and payment shall be made to the board educating the children concerned out of the proceeds of the Neutral Panel tax collected by the other board in the rest of its territory.

Payment
where
proceeds
of tax in-
sufficient.

Ren-
sei-
gnement
requis.

"10b. Il est du devoir de tout contribuable ou de son représentant autorisé, dont la propriété est inscrite sur l'état de la propriété foncière préparé par la cité de Montréal, conformément à l'article 29 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, de donner, sur demande, par écrit et sous serment prêté devant un commissaire de la Cour supérieure ou un juge de paix, à tout représentant dûment autorisé à cet effet par l'un ou l'autre des bureaux des commissaires d'écoles de la cité de Montréal, tout renseignement concernant les détails que doit contenir l'état de la propriété foncière préparé par la cité de Montréal.

"10b. It shall be the duty of every ratepayer or his authorized representative, whose property is entered in the real estate statement drawn up by the corporation of the city of Montreal, in accordance with section 29 of the act 32 Victoria, chapter 16, to give, on demand, in writing and under oath before a commissioner of the Superior Court or justice of the peace, to any representative duly authorized to that effect by the one or the other of the school boards of the city of Montreal all information concerning the details which the statement of real estate made by the corporation of the city of Montreal must contain.

Informa-
tion to be
furnished.

Infrac-
tion et
peine.

Toute personne qui refuse de donner ce renseignement ou qui, sciemment, induit en erreur ou trompe l'un de ces représentants, ou l'insulte, ou se porte à des voies de fait sur lui, lorsqu'il agit dans l'exé-

Every person who refuses to give such information or who knowingly leads into error or deceives, or who insults or attacks, one of the said representatives in the performance of his duty, is liable to a

Offence
and pe-
nalty.

cution de ses devoirs, encourt une peine n'excédant pas vingt dollars, recouvrable par voie sommaire devant toute cour de juridiction compétente.

Recouvrement des amendes, etc.

L'amende et les frais sont recouvrables par la saisie et la vente des biens de la personne condamnée, suivant les règles ordinaires pour l'exécution des jugements de la cour qui a prononcé la condamnation, et l'amende appartient à la commission scolaire qui a intenté la poursuite."

1952-53, c. 116, a. 1, remp.

4. L'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 116, est remplacé par le suivant:

Dispositions applicables.

"1. Vu que la Commission des écoles protestantes de Ville Saint-Michel a, le premier juillet 1950, été absorbée par la Commission des écoles protestantes de la cité de Montréal, et pour faire disparaître certaines difficultés concernant la répartition des impôts scolaires des protestants et des neutres, dans la cité de Saint-Michel, nonobstant l'article 8 de la loi 14 George V, chapitre 35, les dispositions suivantes s'appliquent:

Remise des impôts.

Les impôts scolaires que doivent payer les propriétaires inscrits sur la liste des protestants de Ville Saint-Michel seront remis au Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

Charge sur fonds de la liste neutre.

Le coût total de l'instruction des enfants qui ne sont ni catholiques, ni protestants, ni de religion juïque, comme le détermine l'article 10 de la loi 21 George V, chapitre 63, constitue une première charge sur le fonds de la liste des neutres, et doit être payé au bureau ou à la commission concerné d'après le rapport transmis par ce bureau et cette commission à la cité de Saint-Michel, indiquant le nombre d'enfants qui ne sont ni catholiques, ni protestants, ni de religion juïque et qui sont domiciliés dans la municipalité et fréquentent les écoles du bureau ou de la commission concerné le 30 septembre de chaque année.

Répartition.

Après que le paiement prévu à l'alinéa précédent a été fait à la Commission des écoles catholiques de Montréal et au Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le reste de la taxe des neutres est réparti entre ce bureau et

penalty not exceeding twenty dollars recoverable by summary proceedings before any court having competent jurisdiction.

The fine and costs shall be recoverable by seizure and sale of the goods of the person condemned, according to the ordinary rules for the execution of judgments of the court which pronounced the sentence, and the fine shall belong to the school board which brought the suit."

Recovery of fine, etc.

4. Section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 116, is replaced by the following:

1952-53, c. 116, s. 1, replaced.

"1. Because of the absorption on the 1st July 1950 of the Protestant School Board of the Town of St. Michel by the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, and to remove certain difficulties concerning the distribution of the Protestant and neutral school taxes in the city of St. Michel, the following provisions shall apply, notwithstanding section 8 of the act 14 George V, chapter 35:

Provisions to apply.

The school taxes payable by the property-owners entered on the Protestant Panel of the town of St. Michel shall be remitted to the Protestant School Board of Greater Montreal.

Remittance of taxes.

The total cost of educating non-Protestant non-Catholic children, other than those of the Jewish faith, as fixed by the act 21 George V, chapter 63, section 10, shall be a first charge on the funds of the Neutral Panel and shall be paid to the board or commission concerned in accordance with a report sent by each of them to the city of St. Michel indicating the number of non-Protestant non-Catholic children, other than those of the Jewish faith, domiciled in the municipality and attending the schools of the board or commission concerned on September 30th of each year.

Charge on funds of Neutral Panel.

After the payment provided for in the preceding paragraph has been made to the Montreal Catholic School Commission and to the Protestant School Board of Greater Montreal, the remainder of the neutral tax shall be apportioned

Apportionment.

cette commission, proportionnellement au nombre d'enfants de chaque croyance religieuse respectivement, qui étaient domiciliés dans la municipalité et fréquentaient le 30 avril de l'année scolaire précédente les écoles desdites commissions, ou dont les frais d'inscription et de scolarité dans une institution d'enseignement secondaire indépendante furent durant l'année scolaire précédente payés par ladite commission conformément à l'article 497a de la Loi de l'instruction publique. Les enfants de religion judaïque sont considérés comme protestants dans cette répartition.

Verse-
ments.

Le secrétaire-trésorier de la cité de Saint-Michel versera au Bureau et à la commission la part d'impôt scolaire qui leur revient conformément aux dispositions qui précèdent et à celles de l'article 8 de la loi 14 George V, chapitre 35."

1922(2), c.
44, a. 4,
remp.

5. L'article 4 de la loi 13 George V, chapitre 44, remplacé par l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 64, est de nouveau remplacé par le suivant:

Rapport
annuel.

"4. Dans ce territoire, chacune des commissions scolaires transmet au trésorier de chaque municipalité intéressée, au plus tard le 15 septembre de chaque année, un rapport, dûment certifié par son président et son secrétaire-trésorier et approuvé par résolution de cette commission, indiquant le nombre total d'élèves qui ont fréquenté l'école jusqu'au trente avril de l'année scolaire précédente et qui ne sont ni catholiques romains ni protestants, et de tous les autres enfants qui ont fréquenté l'école, avec un état, certifié par le vérificateur de la commission, indiquant les dépenses totales, excepté les dépenses au compte du capital, faites par la commission au cours de l'année scolaire précédente. La division des dépenses totales de la commission par le nombre total d'élèves inscrits dans ses écoles établira le coût *per capita*.

Coût *per*
capita
dans Très-
Saint-Sa-
crement.

Cependant, dans le territoire de la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, ce coût *per capita* sera calculé sur la base du nombre total d'élèves ayant fréquenté les écoles de ce territoire jusqu'au 30 avril de l'année précédente."

between such board and commission in proportion to the number of children of each religious belief respectively, who were domiciled in the municipality and attending on the 30th of April of the preceding school year the schools of the said board and commission, or whose registration and school fees in an independent secondary educational institution were paid during the preceding school year by the said board in conformity with section 497a of the Education Act. Children of the Jewish faith shall be considered as Protestants in such apportionment.

The secretary-treasurer of the city of St. Michel shall remit the share of school taxes belonging to each board in accordance with the above and with section 8 of the act 14 George V, chapter 35."

Remit-
tance.

5. Section 4 of the act 13 George V, chapter 44, replaced by section 3 of the act 21 George V, chapter 64, is again replaced by the following:

1922(2),
c. 44, s.
4, re-
placed.

"4. In the said territory, each of the school boards shall send to the treasurer of each municipal corporation concerned, on or before the 15th of September of each year, a report, duly certified by the chairman and the secretary-treasurer and approved by resolution of that board, giving the total number of non-Roman Catholic, non-Protestant children and all other children who attended school up to the thirtieth of April of the preceding school year, with a statement, certified by the auditor of the board, showing the total expenditure, exclusive of capital expenditure, incurred by the board during the preceding school year. The division of the total expenditure of the board by the total enrolment of all pupils in its schools shall establish the *per capita* cost.

Annual
report.

Nevertheless, in the territory of the municipality of Très-Saint-Sacrement, in the county of Jacques-Cartier, the *per capita* cost shall be calculated on the basis of the total number of pupils who attended the schools in such territory up to the thirtieth of April of the preceding year."

Per capita
cost in
Très-
Saint-Sa-
crement.

1922(2),
c. 44, a.
4a, remp.

6. L'article 4a de la loi 13 George V, chapitre 44, édicté par l'article 4 de la loi 21 George V, chapitre 64, est remplacé par le suivant:

6. Section 4a of the act 13 George V, chapter 44, enacted by section 4 of the act 21 George V, chapter 64, is replaced by the following:

Coût de
l'éduca-
tion des
non ca-
tholiques,
non pro-
testants et
juifs.

"4a. Nonobstant les dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi, dans le territoire sous la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, le coût de l'instruction des enfants qui ne sont ni catholiques romains ni protestants et le coût de l'instruction des enfants de religion judaïque est réparti d'après les dispositions de la loi 21 George V, chapitre 63 et ses amendements, et la répartition de la taxe de la liste des neutres se fait conformément aux dispositions de ladite loi."

"4a. Notwithstanding the provisions of sections 3 and 4 of this act, in the territory under the control of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, the cost of educating non-Roman Catholic non-Protestant children and the cost of educating the children professing the Jewish faith shall be supported according to the provisions of the act 21 George V, chapter 63 and its amendments, and the apportioning of the Neutral Panel tax shall be made in conformity with the provisions of the said act."

Cost of
educating
non-R. C.,
non-Prot.
children.

1922(2),
c. 44, a. 7,
remp

7. L'article 7 de la loi 13 George V, chapitre 44, remplacé par l'article 5 de la loi 21 George V, chapitre 64, est de nouveau remplacé par le suivant:

7. Section 7 of the act 13 George V, chapter 44, replaced by section 5 of the act 21 George V, chapter 64, is again replaced by the following:

Désigna-
tion au
rôle d'éva-
luation.

"7. Dans ce territoire, sous la réserve de l'article 7 et du paragraphe e de l'article 11 de la loi 21 George V, chapitre 63 et ses amendements, les estimateurs de chaque municipalité doivent désigner au rôle d'évaluation tous les propriétaires qui ne sont ni catholiques romains, ni protestants et qui payent des taxes scolaires, en apposant la lettre "N" en regard des noms de ces propriétaires."

"7. In the said territory, subject to the provisions of section 7 and of subparagraph e of section 11 of the act 21 George V, chapter 63 and its amendments, the assessors of each municipal corporation shall indicate upon the valuation roll all non-Roman Catholic, non-Protestant property-owners paying school taxes, by marking the letter "N" opposite the names of such property-owners."

Indica-
tions on
valuation
roll.

Réparti-
tion de la
taxe des
neutres
1963-64.

8. Pour l'année scolaire 1963-1964, nonobstant les prescriptions de l'article 10 de la loi 21 George V, chapitre 63, la taxe des neutres prélevée dans la cité de Montréal sera répartie entre les commissions scolaires catholiques et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, après le prélèvement prévu par la loi pour les enfants qui ne sont ni catholiques romains ni protestants, ni juifs, dans la proportion de la population catholique romaine et de la population protestante de la dite cité, d'après le dernier recensement décennal lors de cette répartition. Pour cette répartition, les personnes de religion juidaïque sont considérées comme protestantes.

8. For the school year 1963-1964, notwithstanding the provisions of section 10 of the act 21 George V, chapter 63, the Neutral Panel tax levied in the city of Montreal shall be apportioned between the Catholic school boards and the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal, after the levy provided by law for the children who are neither Roman Catholic nor Protestant nor Jewish, proportionately to the Roman Catholic population and the Protestant population of the said city, according to the last decennial census at the time of such apportionment. For the purposes of such apportionment, persons of the Jewish faith shall be considered as Protestants.

Appor-
tionment
of 1963-64
Neutral
Panel tax.

Restriction.

9. L'article 1 de la présente loi ne s'applique pas aux taxes qui doivent être prélevées pour l'année scolaire 1963-1964, sauf quant aux dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45 et ses amendements.

9. Section 1 of this act shall not apply to taxes to be levied for the school year 1963-1964, except as regards the provisions of the second paragraph of subsection 2 of section 16 of the act 15 George V, chapter 45, and its amendments.

Délai pour 1963-64.

10. Pour l'année scolaire 1963-1964, la Commission des écoles catholiques de Montréal doit fixer avant le 31 juillet 1963 le taux de la taxe scolaire sur les propriétés imposables dans la cité et inscrites sur la liste numéro 1.

10. For the school year 1963-64, the Montreal Catholic School Commission must, before the 31st July 1963, fix the rate of the school tax on the taxable properties in the city and entered on list number 1.

Entrée en vigueur.

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 3 et 4 qui entreront en vigueur le 1er juillet 1964.

11. This act shall come into force on the day of its sanction, except sections 3 and 4 which shall come into force on the 1st of July 1964.